

Unité départementale de l'Aube et de la Haute-Marne  
89 rue Victoire de la Marne  
52100 Chaumont

Chaumont, le 06/10/2025

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/06/2025

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**ESKA - SAINT DIZIER**

44/46 rue Jeanne d'Arc  
52100 Saint-Dizier

Références : -  
Code AIOT : 0005701275

### 1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/06/2025 dans l'établissement ESKA - SAINT DIZIER implanté 44/46 rue Jeanne d'Arc 52100 Saint-Dizier. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 16/06/2025 de l'établissement ESKA 44/46 rue Jeanne d'Arc à Saint-Dizier (52100) sur la thématique de la reprise des Véhicules Hors d'Usage (VHU) et des obligations réglementaires qui s'y rapportent.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ESKA - SAINT DIZIER
- 44/46 rue Jeanne d'Arc 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0005701275
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société ESKA de Richebourg est autorisée à exploiter une installation de tri, transit et regroupement de déchets, principalement de déchets de métaux sur le site de Saint-Dizier.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 VHU
- Déchets

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
6	Interdiction de brûlage à l'air libre	Arrêté Préfectoral du 07/05/1996, article Art. 9.2	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Obligation de contractualisation	Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26- I	Sans objet
2	Obligation de reprise sans frais	Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 – II	Sans objet
3	Conformité des bordereaux de suivi de déchets	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45-I	Sans objet
4	Hauteur limite de stockage des VHU	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 – IV	Sans objet
5	Accès à l'installation	Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 13 – I	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site ESKA a bien contractualisé auprès d'un éco-organisme en charge de la reprise des véhicules hors d'usage (VHU) après leur dépollution et respecte la réglementation en terme de reprise et de traçabilité des véhicules après leur dépollution. Néanmoins, une opération de découpe par chalumage a pu être observée par l'Inspection des installations Classées de façon inopinée le 4 avril 2025 et pose question quand aux émissions rejetées par cette activité.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Obligation de contractualisation**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article L. 541-10-26- I
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les opérateurs de gestion de déchets ne peuvent procéder aux opérations de gestion des véhicules hors d'usage suivantes que s'ils ont passé des contrats en vue de cette gestion avec les éco-organismes ou les systèmes individuels créés en application de l'article L. 541-10 : 1° La reprise sur le territoire national des véhicules hors d'usage ; 2° La dépollution des véhicules ; 3° Le traitement des déchets dangereux issus des véhicules.
<b>Constats :</b>  L'inspection constate le jour du contrôle que l'exploitant dispose d'un contrat avec l'éco-organisme « recycler mon véhicule » signé en date du 31 janvier 2025, ceci permettant de couvrir son activité pour toutes les marques de véhicules présentes sur le site. Une copie de celui-ci a été fourni par mail à l'inspection le 17 juin 2025.  Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 2 : Obligation de reprise sans frais**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 02/12/2022, article R. 543-155 – II
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Déchets de véhicules (voitures, camionnettes, 2/3 roues, quads)
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les centres VHU réceptionnent sans frais dans leurs installations les VHU qui leur sont remis ou cédés par leur détenteur, y compris le cas échéant un collecteur, quel qu'en soit le producteur, ainsi que ceux relevant des articles L. 541-21-3, L. 541-21-4 et L. 541-21-5 et ceux livrés à la destruction en application des articles L. 325-7 et L. 325-8 du code de la route
<b>Constats :</b>  L'exploitant ne facture pas la reprise des VHU récupérés. Il déclare payer après pesée à la tonne de métal les personnes venant les déposer sur site. Le prix varie en fonction du cours des matières fixé par le LME de l'Usine Nouvelle. Il fournit ensuite le certificat de destruction du véhicule aux personnes concernées.  Ce point n'apporte pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 3 : Conformité des bordereaux de suivi de déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 541-45-I
---

<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Traçabilité des déchets dangereux – Trackdechets
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée " système de gestion des bordereaux de suivi de déchets ". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. Lors de la réception et de la réexpédition des déchets, le transporteur et la personne qui reçoit les déchets complètent le bordereau électronique. (...) Sont également exclues de ces dispositions les personnes qui remettent des déchets mentionnés au premier alinéa de l'article R. 541-42 à un producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place un système individuel de collecte et de traitement de ces déchets en application de l'article L. 541-10, ou à un éco-organisme mis en place en application de l'article L. 451-10 qui pourvoit à la gestion de ces déchets en application du II du même article. Dans ce cas, le bordereau est émis par le producteur, importateur ou distributeur qui a mis en place le système individuel, ou par l'éco-organisme.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'établissement inspecté possède bien un compte Trackdéchets qu'il utilise pour éditer ou recevoir des BSD et des BSVHU en lien avec les VHU qu'il réceptionne et qu'il dépollue sur site. Ils sont conformes aux exigences réglementaires.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

#### N° 4 : Hauteur limite de stockage des VHU

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 41 – IV
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Entreposage des véhicules hors d'usage
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>IV. Entreposage des véhicules terrestres hors d'usage après dépollution : Les véhicules dépollués peuvent être empilés dans des conditions à prévenir les risques d'incendie et d'éboulement. La hauteur ne dépasse pas 3 mètres. [...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une visite du site a été réalisée avec notamment le lieu dédié à la dépollution des véhicules et leur lieu de stockage. Le jour de l'inspection, il n'y avait aucun véhicule hors d'usage présent mais le lieu dédié à cette activité était conforme en terme de rétention ainsi que de place disponible pour le stockage.</p> <p>Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 5 : Accès à l'installation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/11/2012, article Article 13 – I
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité
<b>Prescription contrôlée :</b>  I. Accès à l'installation. L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours. Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.
<b>Constats :</b>  Le site possède une voie d'entrée et de sortie pour les différents véhicules. Il possède aussi un autre portail sécurisé à l'autre bout du site. Ces 2 accès ont la largeur suffisante pour laisser entrer des véhicules de secours si besoin. Les allées de circulation à l'intérieur du site ne sont pas encombrées et permettent le passage d'engins de secours si nécessaire aux différents endroits du site.  Ce point n'appelle pas de remarque de la part de l'inspection.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite

**N° 6 : Interdiction de brûlage à l'air libre**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 07/05/1996, article Art. 9.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, rejets à l'atmosphère
<b>Prescription contrôlée :</b>  Tout brûlage à l'air libre est interdit.
<b>Constats :</b>  Lors d'un passage inopiné, le Mardi 08/04/2025 matin, l'inspection a pu constater qu'une opération de brûlage à l'air libre avait lieu sur ce site de la ZI de Trois Fontaines à Saint-Dizier, lors de la découpage de bobines de tôles galvanisées. Suite à cette observation, l'inspection après s'est présentée immédiatement sur le site, a été rencontrer M. Darge, le responsable du site l'après-midi même afin de lui faire part de cette opération, interdite par l'Arrêté Préfectoral du site et la faire stopper.  Il est donc au moment de cette visite d'inspection abordé à nouveau cette problématique de brûlage à l'air libre et des suites à donner à cette constatation.

L'exploitant explique que le chalumage est réalisé par des salariés d'une société extérieure, et est géré par eux-mêmes. Les ferrailles découpées sont une prestation pour la Société Arcelor qui les reprend ensuite pour les refondre.

Le jour de la visite, l'inspection n'a pas constaté d'activité de chalumage. Le lieu de cette opération est équipé de façon à éviter les départs de feu accidentels et les opérateurs sont formés aux gestes en cas d'urgence.

Lors de ces opérations de chalumage, les flammes produites dégagent des émissions atmosphériques de poussières et de gaz qui polluent et contaminent l'environnement autour de la zone de travail.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant est tenu de réaliser une étude technico-économique sur les moyens de captation et de traitement des émissions atmosphériques provoquées par les opérations de chalumage sur le site.

Cette étude contiendra une analyse et caractérisation des rejets atmosphériques émis par cette activité de chalumage.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 6 mois